

dans leur système de défense avancé de plus d'un millier de bombardiers de combat également capables de porter un coup à l'URSS; or tous ces appareils ont été exclus des accords SALT parce que les Américains ont soutenu qu'il serait ridicule d'agir autrement. Quant au missile de croisière, là encore les positions respectives des parties indiquent qu'elles sont toutes deux réticentes à négocier.

Certes, le missile de croisière est bon marché (mais aussi plus lent et donc plus vulnérable), il est très utile, et les États-Unis dominent actuellement dans la fabrication des versions à longue portée. Mais il ne va sûrement pas changer l'équilibre stratégique. Il va tout au plus accroître encore davantage la capacité de suranéantissement. Il ne va pas non plus demeurer longtemps un apanage des États-Unis. Ceux qui prétendent le contraire devraient se rappeler que les Russes dominent dans la fabrication des versions à courte portée et poursuivent sans relâche leurs recherches dans ce domaine. La technologie n'est pas aussi révolutionnaire qu'on le dit; elle est plutôt l'expression concrète de possibilités latentes qui ne demandent qu'à être exploitées. Moins coûteux que les autres engins porteurs, le missile de croisière peut cependant raviver la peur de la prolifération parce qu'il est davantage à la portée des bourses des tierces puissances (ce n'est pas l'inaccessibilité de la technologie nucléaire qui a jusqu'ici empêché la prolifération, c'est plutôt l'inaccessibilité technique et financière des vecteurs nucléaires).

S'il y a une menace soviétique à conjurer, elle ne provient pas de la supériorité militaire de l'URSS, mais bien de la supériorité de sa volonté nationale. Les Américains ont perdu leur sens de la finalité et les idéaux qu'ils professaient se sont émoussés. Comment se fait-il qu'on puisse faire apparaître les aspirations de Moscou sur la scène mondiale comme plus compatibles avec les desseins des Pères fondateurs que celles de Washington? Chose curieuse, les Américains ont justifié leur intervention militaire au Vietnam en alléguant que Hô Chi Minh était un dangereux pantin des Chinois, alors que s'ils s'étaient donné la peine de consulter au préalable un historien vietnamien, quel qu'il fût, ils auraient appris que l'hostilité des États-Unis inciterait fatalement Hô à rechercher tant soit peu l'appui de son vieux rival Mao. De même, quiconque connaissait bien l'Angola et l'Afrique, l'amitié de Neto pour Soares, leader portugais socialiste et anti-soviétique, et la préférence du MPLA pour les enseignements anti-blancs de Fanon plutôt que pour ceux de Lénine aurait pu prédire sans crainte

de se tromper qu'une quasi-alliance avec l'«ennemi numéro un», la République sud-africaine, était le meilleur moyen d'amener les Angolais à pencher du côté de Moscou. Ainsi donc, le succès soviétique est dû pour une bonne part au fait que les Américains eux-mêmes ont désavoué leurs propres principes; ce serait mettre la charrue devant les bœufs que de prétendre le contraire.

Les vacillements de la détente sont imputables aux vacillements des perceptions politiques chez les Américains, non pas à des changements d'attitude chez les Soviétiques. Moscou a toujours été bien explicite dans sa façon de voir la détente comme un accommodement limité et pratique de certains intérêts nationaux communs. Elle a toujours considéré la détente comme un prolongement de la «coexistence pacifique» et la conjuration de la menace d'une guerre qui équivaldrait à un suicide, sans que pour autant soit écartée la rivalité sur les plans économique, idéologique et autres. Elle n'a d'ailleurs jamais utilisé le terme «détente», préférant celui de *rasrjadka*, parce qu'il n'exclut pas la possibilité d'une interruption soudaine.

Espoirs utopiques

Il a toujours été clair aux yeux des krenlinologues que les espoirs occidentaux de modifier les réalités de l'Union soviétique en contrepartie des apports techniques de l'Occident manquaient tout à fait de réalisme. Il ne fait pas de doute que Moscou veut profiter des apports économiques de l'Occident, à preuve le fait qu'elle a continué de rembourser même après l'expiration de l'accord commercial de 1972 le matériel et les services reçus en vertu de la Loi de prêt-bail. En dépit du destin funeste que les économistes occidentaux lui ont prédit chaque année depuis 1917, l'économie soviétique continue de progresser à un rythme enviable, malgré les goulets d'étranglement reconnus, les insuffisances de rendement dont elle souffre en permanence, etc. On comprend ainsi pourquoi les pressions croissantes exercées par les sénateurs Jackson et Vanik ont entraîné une baisse constante de l'émigration des Juifs russes aux États-Unis; on comprend aussi pourquoi Moscou a refusé de se plier aux conditions que le Congrès voulait lui imposer en 1974 par son projet de loi sur le commerce extérieur. L'URSS ne peut se permettre de tolérer des humiliations aussi flagrantes. Renforcée par une assurance toujours plus grande, l'image qu'elle a choisi de se donner n'exige rien de moins que l'«égalité».

On pourrait toujours défendre la thèse du refus de négocier. Mais il serait